ISSN 1662 – 4599

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

2 février 2009
9e année
Nº 4

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

L'ONU et l'OTAN

Quelle sécurité et pour qui?

par Hans Christof von Sponeck, ancien suppléant du Secrétaire général de l'ONU

Dans les documents de l'ONU, le monde apparaît sous un jour plaisant. En juin 1945, 51 membres de l'ONU ont paraphé la Charte de celle-ci. Peu d'années plus tard, les deux grands pactes internationaux relatifs l'un aux droits civils et politiques, l'autre aux droits économiques, sociaux et culturels ont été publiés. Immédiatement après, d'importantes conventions concernant la torture, le génocide ainsi que les droits de la femme et de l'enfant ont vu le jour. A la fin de 2008, des Etats membres de l'ONU ont conclu un premier accord sur les bombes à dispersion, garni malheureusement de limitations exigées par de rares Etats membres, dont l'Allemagne.

L'existence d'un droit international d'une ampleur considérable prouve que des gouvernements savent, dans le monde entier, ce qui est important pour la sécurité humaine et doit être protégé.

Depuis 1945, les violations du droit international se répètent à l'envi. Nombre de personnes ne peuvent pas exercer leurs droits à l'alimentation, à la santé, à l'habitat, à la culture, au travail et à la liberté d'opinion. Des guerres ont été menées – et continuent à l'être – sans respecter la Charte des Nations Unies, comme le démontrent les cas de la Yougoslavie, de l'Irak et de la Palestine. La torture se multiplie, le génocide a lieu et les traités relatifs à l'armement sont ignorés, l'environnement est privé d'une richesse irremplaçable. Des transactions financières et économiques, ainsi que l'avidité, ont provoqué une crise mondiale sans précédent. Le pragmatisme est à la fête. Les principes sont écartés. L'éthique est devenue un mot étranger. Le mensonge politique s'accroît. Les ciseaux entre riches et pauvres continuent à s'ouvrir. L'inégalité des chances de vivre et de survivre a encore augmenté. Cette évolution résulte dans une forte mesure du manque de volonté politique de se dévouer pour la communauté de la majorité et non pour la prospérité de quelques-uns, ainsi que de la distanciation qui en découle par rapport au droit et à la loi. L'ONU a de la peine à exécuter sa mission.

Devant l'ONU à New York. «Un des défis actuels est le retour aux principes de la Charte des Nations Unies. L'ONU ne doit pas continuer à servir uniquement d'atelier de réparations politiques.» (photo pl)

Le XXIe siècle sous le signe du rejet de la double morale

Il n'est donc pas surprenant que le XXIe siècle soit, dans le monde entier, sous le signe de la confrontation et du rejet de la double morale. Les alliances occidentales, telle l'OTAN, sont mises au défi par de nouvelles alliances[1] aux membres importants, comme la Russie, la Chine et l'Inde. «Nouvelle répartition» est l'expression-clef. Peu avant sa mort en 1964, *Dag Hammerskjoeld*, le grand homme de l'ONU[2], avait dit, soucieux, qu'il fallait trouver, «dans la lutte pour l'honneur, la puissance et les avantages, des chemins permettant de sortir de la jungle humide et broussailleuse.» Après coup, on peut constater, au début de 2009, que deux systèmes – celui du communisme et celui du capitalisme – ont échoué depuis la fondation de l'ONU en 1945. Maximisation du profit aux dépens des autres, malhonnêteté et ethnocentrisme en sont des causes.

L'ONU à la croisée des chemins

Le monde des 192 Etats membres de l'ONU est parvenu à un croisement. Une route conduit dans un monde axé sur le bien-être de la communauté, la réduction des conflits et la paix, c'est-à-dire sur une vie empreinte de dignité, de sécurité humaine et de progrès économique et social pour tous, où que se trouve leur domicile, comme le prévoit la Charte des Nations Unies. L'autre voie est celle du «grand jeu» de la puissance, très prisé au XIXe siècle et qui est en passe de devenir l'entreprise la plus complète et la plus périlleuse jamais connue. Sur cette voie, on s'occupe prétendument de démocratie; en fait, de puissance, de contrôle et d'exploitation.

Le dividende de la paix: un mythe

Le dividende de la paix prévu à la fin de la guerre froide n'a jamais été versé. En 2007, les budgets militaires de tous les Etats membres de l'ONU ont atteint le montant record de 1,2 billion de dollars. A lui seul, le budget militaire des Etats-Unis a couvert quelque 40% de cette somme, la part de tous les Etats de l'OTAN atteignant 70%.[3] La même année, l'aide totale au développement s'est chiffrée à 103 milliards de dollars[4], ou à 8,3% des dépenses militaires!

Depuis 1969, on attend des Nations Unies que les pays industrialisés fournissent une aide au développement au bas montant de 0,7% de leur produit intérieur brut. En fait, ce montant est de 0,3% pour 2008.[5] Le déséquilibre extrême entre les dépenses militaires et l'aide au développement démontre que l'on ne met pas l'accent sur la sécurité humaine, au sens des objectifs[6] de développement fixés lors de la fête du millénaire de l'ONU, mais sur la sécurité des Etats. Ceux qui considèrent une telle comparaison comme hors de propos ne veulent pas comprendre que le renforcement de la sécurité personnelle contribue de manière décisive à l'élimination des causes de conflits dans le monde. Ils ne veulent pas admettre que la sécurité militaire accroît et approfondit les causes de conflits lorsqu'ils concluent des alliances et n'agissent que dans l'intérêt propre des Etats.

ONU et OTAN: bien commun ou intérêts de l'Occident

Une comparaison des mandats confiés par l'ONU et par l'OTAN montre clairement le contraste entre ces deux organisations. Durant les 63 années de l'existence des Nations Unies, la mission de l'ONU n'a pas varié. L'ONU a été fondée pour maintenir et stimuler la paix dans le monde. L'OTAN existe pour assurer les intérêts des 26 Etats membres. Sa mission, définie par le *traité conclu à Washington en 1949,* était initialement de défendre les Etats membres. A la fin de la guerre froide, en 1989, cette mission a semblé exécutée. Néanmoins, les membres de

Suite page 2

L'universalité des droits de l'homme

*par Heinrich Scholler**

L'universalité des droits de l'homme se manifeste aussi bien sur la verticale historique que dans l'extension horizontale dans l'espace. De tous les espaces culturels, l'idée d'égale liberté, l'idée de fraternité et dignité humaine ont reçu approbation et soutien, sont issues d'un développement historique, remontant à des temps lointains, des documents juridiques pour la protection des droits de l'homme fixant de nouvelles limites entre le pouvoir autoritaire et la sphère de l'individu. Ainsi les droits de l'homme étaient à l'origine des délimitations dans les rapports de force politiques.

La participation démocratique et la notion de participation fraternelle issue de l'Etat social ont renforcé le courant des droits de l'homme aussi bien dans la dimension historique que dans l'extension horizontale dans l'espace.

La *Déclaration universelle des droits de l'homme* du 10 décembre 1948 ainsi que des déclarations ou pactes postérieurs comme par exemple des traités ultérieurs tel que le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* du 16 décembre 1966 ne permettent aux Etats nationaux des restrictions que dans la mesure où ils sont autorisés dans une société ouverte et démocratique (*open and democratic society)* en ajoutant souvent, en complément, que cette société est basée ou doit être basée sur l'égalité et la paix. Ainsi l'on a créé quelque chose qui peut être désigné comme débat sur les droits de l'homme à l'échelle internationale. On n'est pas renvoyé à quelque système concret de barrières nationales ou d'une institution concrète mais à un type de société ouverte et démocratique comme modèle abstrait. Qui est-ce qui détermine ce modèle de l'*open and democratic society,* ce modèle d'une telle société fondée sur *peace and justice* ou *equality*? Peut-on laisser aux juristes et aux tribunaux la tâche d'élaborer les standards minimaux des droits de l'homme sans lesquels on ne peut pas parler d'une *open and democratic society?* Est-ce que les droits de l'homme sociaux y appartiennent aussi? Est-ce qu'on peut imaginer une *open and democratic society* sans les droits de l'homme de la quatrième génération, donc l'épanouissement personnel, la protection de l'environnement et la formation?

Cette quatrième génération s'est ajoutée aux trois autres à la fin du XXe siècle, car jusqu'à ce moment-là on ne parlait généralement que des droits fondamentaux comme principe de défense ou de droits actifs de participation, en ne considérant que la première et la deuxième génération des droits de l'homme. S'y est ajouté ensuite la troisième génération des droits fondamentaux comme corpus des droits sociaux, qui non seulement dirigés contre l'Etat mais aussi dans sa troisième dimension contre la société. Avec le développement d'instruments de protection du droit international et plus généralement de l'idée que les droits individuels doivent être protégés par la communauté internationale et non pas seulement par l'Etat national, l'idée des droits de l'homme universels ou régionaux est entrée dans une nouvelle phase. C'est là qu'est apparue l'idée que, dans le droit international, l'individu n'était pas seulement l'objet mais aussi le sujet de ses droits face à la communauté internationale. La guerre, les famines et l'explosion démographique sont devenues de plus grands ennemis que la violence dictatoriale de l'Etat. L'inégalité des ressources et du niveau de vie dans le monde représente un nouveau défi pour l'idée des droits de l'homme.

La théorie des droits de l'homme cherche toujours à nouveau un droit de l'homme originel, qui pourrait être en somme *l'élan vital* de tous les droits de l'homme. Tout porte à croire que le droit de l'homme originel moderne se manifeste dans la double constellation du droit à la vie et à l'autodétermination. •

(Traduction *Horizons et débats*)

* Professeur honoraire à la Faculté de droit de l'Université de Munich

Sommaire

Urgence: mettre fin au génocide des Tamouls! page 3

Nanoparticules métalliques dans les crèmes solaires et d'autres cosmétiques page 4

Quels sont les dessous du «conflit du gaz»? page 5

La página hispánica page 6

«L'ONU et l'OTAN»
suite de la page 1

l'OTAN entendent maintenir cette alliance de l'Occident. Cela a justifié la recherche d'un nouveau rôle à lui attribuer.

L'OTAN du XXIe siècle est incompatible avec la Charte de l'ONU

En 1999, l'OTAN a confirmé qu'elle entendait se positionner tout différemment, au moyen d'une nouvelle conception stratégique. On voulait passer d'une alliance militaire strictement défensive à une large alliance destinée à protéger les ressources vitales des Etats membres. Outre la défense des frontières des Etats membres, de nouveaux objectifs ont été fixés, tels l'accès aux sources énergétiques, le droit d'intervenir lors de «mouvements d'un grand nombre d'hommes» et lors de conflits très éloignés des Etats membres. La disposition à accueillir d'autres Etats, notamment ceux qui avaient fait partie de l'URSS, traduit bien combien le caractère de cette alliance militaire s'est modifié.

Le traité de Washington de 1949 reconnaissait la Charte des Nations Unies comme cadre juridique impératif de l'OTAN. Or le monopole de l'ONU du recours à la force, tel qu'il figure à l'article 51 de la Charte, est rejeté par la doctrine de l'OTAN de 1999. Les Etats membres de l'OTAN ont étendu au monde entier le secteur d'intervention limité jusqu'alors à l'espace euro-atlantique et ont appliqué à ce secteur une stratégie mondiale d'intervention. A la conférence au sommet que l'OTAN a tenue le 3 avril 2008 à Budapest, elle a déclaré vouloir «relever les défis du XXIe siècle avec tous les moyens que requiert sa mission.» Relevons au passage que le traité de Washington de 1949 avait été adopté par les parlements des Etats participants et ratifié. Il s'agit donc de droit international, contrairement aux stratégies et doctrines formulées ultérieurement par l'OTAN.

Accord ONU-OTAN: de sérieux dangers pour la paix

Malgré ces décisions de l'OTAN qui, visiblement, ne doivent servir les intérêts que d'une petite minorité d'Etats membres de l'ONU, le Secrétaire général de l'ONU, *Ban Ki-moon*, et celui de l'OTAN, *Jaap de Hoop-Scheffer*, ont signé un accord le 23 septembre 2008. Aucun projet n'avait été déposé au Conseil de sécurité. L'accord, très général pour des raisons évidentes, traite de «consultations élargies» et de «coopération opérationnelle», telles les opérations de «maintien de la paix» dans les Balkans et en Afghanistan. En cas de menace et de défi, les deux Secrétaires généraux s'engagent à agir de concert.

A une époque de confrontation, on attend du Secrétariat de l'ONU une neutralité politique étendue. L'accord ONU-OTAN est tout sauf neutre et ne restera donc pas sans conséquences pour le travail en faveur de la paix. L'ambassadeur de Russie auprès de l'OTAN, à Bruxelles, *Dmitry Rogozin*, considère l'accord de l'ONU avec l'OTAN, une structure militaro-politique, comme illégal; *Serge Lavrov*, ancien ambassadeur de Russie à l'ONU, à New York, et actuel ministre des Affaires étrangères est «choqué» qu'un tel accord ait été signé en secret et sans consultations.

L'accord ONU-OTAN incompatible avec la Charte de l'ONU?

Cela pose des questions importantes:

L'accord entre l'OTAN, alliance militaire pourvue d'armes nucléaires, et l'ONU est-il compatible avec l'article 2 de la Charte de l'ONU, qui exige que les conflits soient résolus pacifiquement? Peut-on distinguer les interventions de l'ONU et celles de l'OTAN, si trois des cinq membres permanents du Conseil de sécurité sont aussi membres de l'OTAN? Comment les violations du droit commises par l'OTAN pourront-elles être poursuivies désormais par les tribunaux? Une entité telle que l'OTAN, qui a bombardé la Serbie et le Kosovo, en 1999, sans mandat de l'ONU et en contrevenant au droit international public, est-elle un partenaire adéquat des Nations Unies?

La mission de l'ONU rend l'OTAN superflue

Une appréciation de l'accord ONU/OTAN devrait aussi considérer que l'OTAN est une relique de la guerre froide, que l'OTAN, alliance de l'Occident, souffre d'un manque de confiance considérable parmi les 166 autres Etats membres, que c'est un objectif de l'OTAN d'imposer par la force armée ses intérêts énergétiques et de politique de puissance et que les Etats-Unis, membre dirigeant de la communauté de l'OTAN, ont négligé sans cesse l'ONU et ont contrevenu au droit international public de l'ONU de la manière la plus éhontée.[7] Finalement, il faut rappeler que la Charte de l'ONU prévoit un «Comité d'état-major chargé de conseiller et d'assister le Conseil de sécurité pour tout ce qui concerne les moyens d'ordre militaire nécessaires au Conseil pour maintenir la paix et la sécurité internationales […].»[8] Si, par conséquent, les Etats de l'OTAN se préoccupaient du bien commun et non des intérêts d'un petit groupe d'Etats, un mandat de l'ONU rendrait l'OTAN superflue!

Il est urgent qu'un Etat membre ou plusieurs prient la *Cour internationale de Justice* d'interpréter l'accord ONU/OTAN du 23 septembre 2008 conformément à son statut.[9]

L'opinion publique mondiale a le droit de l'exiger et de recevoir une réponse. Rappelons qu'il est écrit dans le préambule de la Charte: «Nous, peuples des Nations Unies, résolus […] à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités […]» et non pas: «Nous, les gouvernements!»[10]

Il est ainsi répondu à la question concernant la voie que la communauté internationale devrait suivre. Celui qui veut servir la paix et la réduction des conflits doit suivre le chemin multilatéral rocailleux de l'ONU et éviter le chemin aplani de l'OTAN. Comme le disait le ministre canadien des Affaires étrangères *Lloyd Axworthy* en 1998 au Conseil de sécurité: «Nous devons trouver le chemin du multilatéralisme «qui mène au bien de la communauté internationale et non à la satisfaction de quelques-uns». Cette voie sera longue, car il n'y a pas eu, jusqu'à maintenant, de multilatéralisme désintéressé.»

A partir de 1994, l'ONU a commencé à utiliser la notion de «sécurité humaine». Elle voulait ainsi souligner combien la réalisation des droits de l'homme était importante dans la vie quotidienne des individus et combien elle libérait de la crainte et de la souffrance. Pour la première fois dans l'histoire de l'ONU, des objectifs de développement ont été quantifiés en 2000. Il s'agit là d'un véritable progrès dans le renforcement de la sécurité humaine. Huit objectifs du millénaire de développement dans la lutte contre la pauvreté, la mortalité des enfants et des mères, et pour l'accès à l'école primaire notamment doivent être atteints entre 2000 et 2015.

«Humanisme militaire» – conception masquant le propre intérêt de l'auteur de l'expression

Les Nations Unies veulent ainsi souligner qu'il y a, outre la sécurité axée sur l'Etat (militaire), une sécurité relative à l'homme. Les partisans de la sécurité axée sur l'Etat, tels les gouvernements dont l'objectif est la sécurité militaire, qu'ils veulent réaliser par des alliances du type de l'OTAN, le savent. Ils parlent souvent d'«humanisme militaire» pour légitimer leurs intérêts. Fait partie de cette tentative l'interprétation du nouveau concept de «responsabilité de protéger».[11] C'est une duperie: il s'agit de protéger ses propres intérêts et non des innocents de l'extérieur. Dans le cas contraire, la situation serait toute différente en Afghanistan, au Darfour, à Gaza, à Goma, en Somalie et au Zimbabwe. Il y a progrès dans tous les domaines de la sécurité humaine. Néanmoins, il est improbable que les objectifs fixés seront atteints d'ici 2015. Pour la période résiduelle, soit de 2009 à 2015, 135 milliards de dollars sont nécessaires pour atteindre les objectifs de développement, à savoir 22,5 milliards par année. Celui qui affirme que c'est beaucoup d'argent ignore probablement que les Etats-Unis dépensent chaque année 180 milliards de dollars pour leurs troupes en Irak et en Afghanistan ou que les pays frappés par la crise économique et financière ont mis à disposition en peu de semaines quelque 3 billions (!) de dollars en faveur d'institutions abusées et à réformer dans leurs pays.

Les possibilités seraient là – seule la volonté politique fait défaut

Le succès du millénaire de l'ONU pour le développement n'est pas une question d'argent, même en cette période économiquement critique. Des progrès dans la sécurité humaine nécessitent une volonté politique dans la réalisation. Durant les dernières décennies de discussion sur le financemnt de la coopération internationale, il a toujours été souligné qu'il serait facilement possible d'introduire des innovations financières de substitution.[12] Les propositions faites à ce sujet ont été ignorées ou repoussées. Maints gouvernements craignent que cela accroisse par trop l'indépendance des organisations internationales, telle l'ONU.

Qui veut vivre en paix au XXIe siècle n'aura aucune difficulté à choisir son chemin. L'accès à ce chemin est ouvert. Le principe de l'ONU selon lequel les épées doivent être fondues en socs de charrues, et non l'inverse, reste le fondement du progrès humain et de la sécurité. •

Cet article est basé sur une conférence tenue le 6 décembre 2008 à Kassel, lors d'un Congrès pour la paix [Kongress des Deutschen Friedensratschlags, Kassel].

(Traduction *Horizons et débats*)

---

1 Font notamment partie de ces nouvelles alliances: a) la *Shanghai Corporation Organisation* (SCO), que la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie, le Tajikistan et l'Ouzbekistan ont fondée en 2001. Son objectif principal est la sécurité de l'Asie centrale. L'Inde, le Pakistan, l'Iran et la Mongolie font partie de l'organisation à titre d'observateurs. b) *Le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine* (BRIC) forment une communauté d'intérêts politiques et économiques depuis 2001. c) Le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud forment une association qui a fait échouer à maintes reprises, en raison de divergences sur les tarifs, les négociations de l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC) dites du cycle de Doha.

2 *Dag Hammerskjoeld,* est né en 1905 aux environs de Lund (Suède). De 1953 à 1961, il a exercé les fonctions de deuxième Secrétaire général de l'ONU. Il a péri lors d'un mystérieux accident d'avion en Rhodésie, près de la frontière congolaise.

3 Cf. *Swedish International Institute for Peace Research* (SIPRI), annuaire de 2008, 9 juin 2008.

4 Cf. *Organisation de coopération et de développement économiques* (OCDE), Aid Targets Slippage out of Reach? DAC 1 Official and Private (Aid) Flows.

5 Conformément à une directive que l'ONU a édictée en 1969, les pays donateurs mettent chaque année 0,7% de leur PNB à la disposition de la coopération et du développement internationaux. Jusqu'à maintenant, seuls le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède ont atteint cet objectif.

6 En 2000, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté huit objectifs de développement pour la période allant de 2000 à 2015. Parmi ceux-ci, mentionnons la réduction de 50% de la faim et de la pauvreté, l'école primaire pour tous les enfants, l'égalité de l'homme et de la femme, la diminution de 66% de la mortalité infantile et de 75% de la mortalité des femmes en couches.

7 L'invasion de l'Irak en 2003, Guantànamo, Abu Ghraib et les vols vers les lieux de torture sont quelques mots clés à ce sujet.

8 A son article 47, chapitre VII, la Charte institue un Comité d'état-major. Celui-ci, qui se compose des chefs d'état-major des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, n'a pas été convoqué depuis 1945. Toutefois, l'article 47 a subsisté.

9 A son chapitre II, article 36, le statut de la Cour internationale de Justice donne à celle-ci la compétence d'interpréter les traités.

10 Voir le préambule de la Charte des Nations Unies

11 Ce concept est mentionné dans le document de l'ONU «2005 World Summit Outcome» (A/60/L.1 – 15 septembre 2005; § 138 et 139, ainsi que § 79). Dans ce document, l'Assemblée générale relève nettement que seul le Conseil de sécurité a le droit, en vertu du chapitre VII de la Charte, de protéger, même par la force, des populations contre le génocide, les crimes de guerre, les épurations ethniques et les crimes contre l'humanité.

12 Parmi les propositions novatrices de financement, mentionnons l'«impôt Tobin», du nom de l'économiste américain *James Tobin*. Celui-ci a proposé en 1972 de prélever un impôt (0,05–1,0%) sur les opérations de change internationales. Les fonds ainsi recueillis devraient servir particulièrement à financer l'aide au développement.

Sept défis actuels

En résumé, les défis actuels sont au nombre de sept:

1. Progrès réalisés dans une réforme fondamentale de l'ONU comme objectif mondial. Le multilatéralisme peut être réalisé dans l'intérêt de l'humanité.
2. Retour aux principes de la Charte des Nations Unies. L'ONU ne doit pas continuer à servir uniquement d'atelier de réparations politiques.
3. La reconnaissance et l'encouragement de la sécurité humaine, priorités d'une survie dans la dignité. La sécurité militaire ne peut pas remplacer la sécurité humaine.
4. Respect du droit international. Il ne saurait y avoir de responsabilité politique sans rendre compte des conséquences de son action.
5. Refus de l'économie libre (anarchique) de marché. L'ordre, la surveillance et le contrôle de l'économie sont une garantie et non un danger pour la démocratie.
6. Urgence d'une déclaration de l'ONU contre la double morale. La réduction des droits particuliers d'alliances est une condition à la solution des conflits et sert la paix.
7. Elaboration de principes d'une éthique de l'information des Etats et des gouvernements, ainsi que de normes relatives aux médias. Poursuites du mensonge organisé.

Finalement, il faut appeler l'opinion publique à continuellement interpeller la politique et à participer plus activement aux affaires de l'époque. *Dag Hammerskjoeld* parlait de «négociations avec soi-même».

Hans Christof von Sponeck

Jugement historique en Italie

A Florence, un tribunal a reconnu le rapport causal entre la poussière d'uranium et la maladie du cancer

bha. Un tribunal à Florence a condamné le ministère de la Défense italien au payement d'un demi-million d'euros. Cette somme est le dédommagement pour un soldat qui a participé à l'opération IBIS en Somalie où il a été contaminé, et qui est ensuite tombé malade à cause des éléments radioactifs de l'uranium. Dans le jugement, on parle d'un rapport causal entre la poussière d'uranium respirée et le développement d'un lymphome Hodgkin. Ce rapport causal est démontré dans la publication du jugement *(www.vittimeuranio.org)*. Il a été élaboré par un conseiller médical et juridique du tribunal.

Le tribunal caractérise comme un délit que le ministère de la Défense italien n'ait pas appliqué le principe de précaution. Pendant l'engagement en Somalie, à 40 degrés à l'ombre, les soldats des Etats-Unis avaient porté des vêtements protecteurs, des masques de protection, des gants et des lunettes tandis que les soldats italiens étaient en shorts et en maillots de corps. *Falco Accame* qui a fondé une association – *Anavafaf* – de soldats tombés malades à cause de la munition radioactive à l'uranium commente le jugement:

Depuis 1984, le ministère de la Défense italien avait des documents concernant l'emploi de la munition à l'uranium, comme l'avaient probablement aussi les autres pays membre de l'OTAN. En 1991, pendant la guerre du Golfe, les Etats-Unis n'avaient pas encore appliqué le principe de précaution, mais en 1993, pendant l'engagement en Somalie, ils l'ont fait. C'est seulement en 1999, qu'on avait reconnu en Italie ce danger pour les troupes de la KFOR dans les Balkans. D'après le tribunal de Florence, il faudrait classer la «non application» du principe de précaution comme un acte criminel.

***

La même tragédie se répétera pour les soldats libanais. Pendant l'attaque contre le Liban, ils étaient – et ils sont toujours – sans vêtements protecteurs. Les Américains et les Français s'y trouvent en vêtements protecteurs. •

Oubliés par la communauté internationale

Un conflit sanglant s'éternise au Sri Lanka

*Interview du Professeur S. J. Emmanuel, Président de la Fédération internationale des Tamouls**

Horizons et débats: Professeur Emmanuel, on entend peu ou pas du tout parler du Sri Lanka dans les médias occidentaux. Vous conservez à ce jour en tant que prêtre catholique un contact étroit avec votre patrie. Quelle est la situation dans les zones tamoules?

Professeur Emmanuel: Le chef de gouvernement actuel du Sri Lanka est le pire qu'on puisse imaginer. Il gouverne avec ses trois frères, et ce sont des extrémistes bouddhistes cinghalais. Le gouvernement ne recherche pas de solution politique, mais une solution militaire, il nie le conflit ethnique et parle de combattre le «terrorisme». Il y a à l'heure actuelle 300 000 réfugiés de l'intérieur dans la région de Vanni et chaque jour les civils sont bombardés et déplacés. Le 25 décembre les troupes gouvernementales ont même bombardé une église, tuant ou blessant plusieurs fidèles. La situation des réfugiés est catastrophique; ils ne reçoivent aucune aide humanitaire car le gouvernement cinghalais a expulsé les organisations humanitaires internationales. La guerre doit se dérouler sans témoins. S'y ajoute depuis plusieurs semaines une longue période de pluie à laquelle les personnes déplacées sont exposées, sans autre abri que les arbres. Les blessures des civils atteints, car la plupart des blessés sont des civils, sont épouvantables: on emploie notamment des bombes à fragmentation et des bombes thermobariques, comme lors de la guerre du Liban.

Le gouvernement a déclaré qu'il aurait réglé «le problème tamoul» avant la fin de l'année 2008. Qu'est-ce que cela signifie pour la population civile?

Parler de problème tamoul revient pour le gouvernement à l'assimiler à du «terrorisme». Le gouvernement sait que le conflit nécessite une solution politique, mais il n'a fait jusqu'ici aucune proposition sensée. Il a prétendu que dans la province de l'Est il y avait eu des élections législatives et que cette région avait un Premier ministre, mais la vérité est tout autre. C'est un des frères du Président qui est au pouvoir là-bas, et la population est le dernier de ses soucis. Chaque jour des Tamouls sont tués ou enlevés. Les gens au pouvoir veulent faire la même chose dans le Nord, dès qu'ils auront anéanti les Tigres tamouls. Leur solution au «problème tamoul» consiste à nommer deux membres du gouvernement ministres – un dans la province de l'Est, un au Nord – et à placer la totalité du peuple tamoul sous le contrôle de l'armée cinghalaise. Nous resterons donc sous la férule de l'impérialisme cinghalais, et cela après 450 ans de domination coloniale!

Qu'est-ce que cela veut dire?

Oppression arbitraire. Pour moi, un ecclésiastique qui a une grande expérience du monde et de la guerre, la situation des Tamouls est choquante. Nous avons affaire à un vieux conflit ethnique qui dure depuis 60 ans. D'emblée la réponse du gouvernement aux protestations non-violentes des Tamouls a été le terrorisme d'Etat. C'est en réaction que s'est formée l'organisation des Tigres tamouls, afin de défendre le peuple tamoul et ses terres ancestrales. Le résultat est une guerre qui dure depuis 30 ans et a fait plus de 20 000 victimes et plus d'un million de réfugiés. Mais ce conflit n'a toujours pas éveillé l'attention mondiale. Un conflit long, une guerre qui fait des victimes sur une île perdue dont le sous-sol ne recèle pas de richesses, est presque devenu une guerre oubliée. Nous autres Tamouls sommes lourdement déçus, non seulement par les derniers évènements au Sri Lanka, mais aussi de l'attitude de la communauté internationale, de sa double morale et de sa politique qui ne sert que ses propres intérêts.

Premièrement, les Anglais ont commis une énorme faute, le «British blunder», lorsqu'ils ont quitté l'île à la fin de l'ère coloniale. Les Tamouls, qui avaient autrefois un royaume indépendant, sont devenus une minorité face aux Cinghalais. Les Anglais ont en effet réuni les deux peuples en un seul Etat et donné le pouvoir à la majorité. Et maintenant les Anglais font comme s'ils n'avaient aucune responsabilité dans cette guerre et soutiennent le gouvernement de Colombo.

Deuxièmement le Sri Lanka et ses ports offrent un intérêt géopolitique pour de grandes puissances, par exemple l'Inde et les USA. Ils se placent donc du côté du gouvernement et nous traitent comme des terroristes.

Troisièmement, le Sri Lanka est une démocratie où la majorité est bouddhiste et cinghalaise. Cette majorité peut se permettre de discriminer et d'opprimer les Tamouls par voie parlementaire. Et en plus elle a une armée pour imposer son pouvoir. Pendant les trente premières années nous autres Tamouls avons lutté, espéré et résisté pacifiquement. On nous a répondu par le terrorisme d'Etat. Nous savons que la solution ne peut être que pacifique, mais il faut bien que nous nous défendions contre ce terrorisme d'Etat, dont la violence ne connaît pas de bornes.

Quel est actuellement le quotidien des Tamouls?

La plus grande partie du Nord et de l'Est du Sri Lanka – les terres ancestrales des Tamouls – est sous le contrôle strict de l'armée cinghalaise, ce qui signifie des interdictions quotidiennes de circuler, des centaines de check points, chaque jour des déportations, des assassinats etc. Au Nord-Est, dans la région dite de Kilinochchi se déroule une guerre particulièrement brutale; les civils et les bâtiments publics, écoles et hôpitaux par exemple, subissent des bombardements. Les gens vivent dans une terreur permanente, ils n'ont ni travail ni nourriture. 40 000 enfants ne peuvent être scolarisés. Toutes les ONG internationales ont quitté le district. Il n'y a pas de médecins, les études sont interdites aux Tamouls. Il y a bien des hôpitaux, mais qui ne disposent ni de médicaments, ni de pansements.

Il y a plus de deux ans que le gouvernement de Colombo soumet les zones tamoules à un embargo économique total, et c'est un miracle que les gens puissent survivre. Même cette année, 60 ans après la condamnation du génocide par les Nations Unies, le Sri Lanka

Suite page 5

Urgence: mettre fin au génocide des Tamouls!

par Dieter Sprock

Au Sri Lanka un génocide se déroule dans une indifférence quasi-totale. Il y a des décennies que les Tamouls y sont opprimés et traités en citoyens de seconde zone. Mais depuis le début de l'année 2008, où le gouvernement sri-lankais a rompu unilatéralement l'armistice et expulsé les observateurs internationaux, ce dernier mène contre la population tamoule une guerre ouverte, qui a pris progressivement les proportions d'un génocide. Le gouvernement n'autorise pas la présence sur l'île d'observateurs de l'ONU. Les journalistes et les organisations d'aide humanitaire n'ont pas accès aux zones de combat, et toute critique est brutalement réprimée. Le bain de sang doit se dérouler sans témoins.

Un article de la «Neue Zürcher Zeitung» en date du 10 janvier montre à quel point il est dangereux d'être un journaliste critique au Sri Lanka: la même semaine *Lasantha Wickrematunge,* rédacteur en chef du journal d'opposition *Sunday Leader,* a été abattu par deux motocyclistes en armes alors qu'il se rendait en voiture à son travail. Deux jours plus tôt les bureaux de la plus importante chaîne de télévision privée du pays, *MTV*, avaient été pris d'assaut et dévastés par une douzaine d'hommes armés de mitraillettes et de grenades.

Wickrematunge, 52 ans, avait critiqué le week-end précédant son assassinat «l'euphorie sanguinaire» du Président *Mahinda Rajapakse.* Celui-ci avait célébré la conquête de la ville de Kilinochchi, au Nord du Sri Lanka, tombée le 2 janvier, comme «une victoire sans exemple» des troupes gouvernementales. Or Wickrematunge avait plaidé pour une solution politique incluant des concessions du gouvernement aux Tamouls. Le *Sunday Leader* est l'un des rares journaux qui ose encore parler de la guerre. Le groupe *MTV/MBC*, détenteur de trois émetteurs de télévision et de quatre canaux radiophoniques, s'efforce lui aussi de couvrir le conflit de manière objective.

Le gouvernement attise volontairement la haine à l'encontre des voix critiques du pays, créant ainsi un climat de violence et de non-droit. «Selon *Juan Perera,* du *National Peace Council,* l'assassinat de Wickrematunge sonne le glas de la liberté de la presse au Sri Lanka. Après ce meurtre retentissant chaque journaliste se demande qui sera le prochain. Dans de pareilles conditions, il n'est tout simplement plus possible de travailler librement. Au cours de ces dernières années, de larges pans de la presse ont déjà cédé à la pression du gouvernement et ‹suivent la ligne›. Les rares journalistes qui continuent à fournir une couverture indépendante du conflit ethnique sont en butte à une campagne calomnieuse de dénigrement systématique de la part du ‹Daily News›, l'organe de presse du gouvernement, qui les accuse d'être des sympathisants des Tigres et des ennemis de l'Etat.» Selon *Amnesty International,* dix journalistes ont été assassinés au Sri Lanka rien que durant les deux dernières années et de très nombreux autres ont disparu ou bien ont été enlevés ou emprisonnés.

Il est désormais du devoir de la communauté internationale d'exiger du gouvernement sri-lankais le respect du droit international et de toutes les conventions internationales. Il y a urgence à faire cesser le génocide des Tamouls; une Commission onusienne doit pouvoir veiller au respect des droits humains; il faut garantir sans restriction l'accès de l'aide humanitaire, par exemple sous l'égide de la *Croix Rouge*, ainsi que la liberté de la presse et la sécurité des journalistes. Madame le Docteur en droit *Karen Parker*, militante américaine des droits humains, exige qu'on raye immédiatement les Tigres tamouls de la liste des organisations terroristes. Selon elle, le droit international leur accorde le statut de combattants. (Pour en savoir plus à ce sujet, voir *Horizons et débats* n° 34 du 4/9/07). Le gouvernement sri-lankais doit revenir à la table des négociations, car seule une solution négociée prenant en compte tous les groupes ethniques du pays peut aboutir à une paix durable. •

Forum des Tamouls de Suisse

«Aidez nos frères et nos sœurs de Vanni, victimes de violations des droits humains»

Monsieur Shan Thavarajah, et Monsieur Thambipillai Namasivayam, respectivement vice-président et secrétaire du Forum des Tamouls de Suisse, ont écrit à Madame Navanethem Pillay, Haut Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'homme à Genève, pour la prier de faire cesser la catastrophe humanitaire à Vanni.

Ils en appellent au Haut Commissariat aux Droits de l'homme pour:

- demander au gouvernement sri-lankais de mettre fin immédiatement à leur offensive militaire dévastatrice;
- garantir la fourniture de vivres et autres denrées de première nécessité à Vanni;
- mettre à la disposition des hôpitaux de Vanni des médicaments indispensables et autres équipements hospitaliers;
- demander au gouvernement sri-lankais de déclarer «zone protégée» les hôpitaux de Vanni;
- demander au gouvernement sri-lankais d'autoriser l'accès du district de Vanni aux organisations humanitaires locales et internationales.

Nous vous demandons respectueusement d'intervenir sans délai dans cette affaire et d'user toute votre influence sur les Etats démocratiques et les organisations humanitaires pour sauver le peuple tamoul du génocide.

Source: InfoTamil du 15/1/09

Nanoparticules métalliques dans les crèmes solaires et d'autres cosmétiques

Une étude italienne récente met en doute leur innocuité

bha. Le Département de technologie chimique et pharmaceutique de l'Université de Cagliari, en Sardaigne, s'est penché sur la question de savoir si les nanoparticules métalliques pénétraient dans la peau puis dans l'organisme. Cette recherche était nécessaire car on trouve des nanoparticules dans les produits de beauté, les crèmes solaires et les produits d'entretien. L'étude de *Biancamaria Baroli* a révélé que les nanoparticules métalliques franchissent la barrière lipidique et peuvent pénétrer au plus profond de la couche cornée, dans les follicules capillaires et parfois même dans l'épiderme vivant.

Baroli et son équipe indiquent que jusqu'ici les expériences se sont limitées aux conditions de laboratoire et à des peaux saines. Or on ne peut pas conclure de ces résultats que les nanoparticules ne pénètrent pas profondément dans la peau ni qu'elles ne la traversent pas. Dans des situations de la vie réelle, par exemple lors d'égratignures ou d'écorchures, en cas d'insolations, lorsque la peau est très sèche ou très fortement irriguée, etc. on peut supposer que les nanoparticules ont un plus fort pouvoir de pénétration.

Quels facteurs sont déterminants?

a) Tout d'abord la taille des nanoparticules: plus elles sont petites mieux elles pénètrent.
b) Le type d'émulsion ou la composition du produit qui entre en contact avec la peau. La composition chimique peut réduire les barrières naturelles de la peau et faciliter la pénétration des nanoparticules.
c) La quantité de nanoparticules contenues dans l'émulsion pourrait être déterminante pour sa toxicité potentielle.
d) Il faut étudier la question de savoir si un effet toxique résulte du fait des composants toxiques des nanoparticules utilisées ou parce que la composition libère des éléments qui se trouvent alors dans un état ionisé.

La conclusion de Baroli est la suivante:

«Actuellement, toute utilisation de produits contenant des nanoparticules – produits qui, intentionnellement ou pas, entrent en contact avec la peau – devrait être soumise à une évaluation minutieuse. Il est prématuré de conclure qu'on peut être sûr à cent pour cent que ces particules sont inoffensives. Cela vaut tout particulièrement pour les particules de taille inférieure à 10 nanomètres.»

Il existe encore des cosmétiques sans nanoparticules. Il est possible de s'assurer une protection – indispensable – contre le soleil grâce à des crèmes contenant des filtres protecteurs chimiques et à des vêtements adéquats. •

Source: *Journal für Verbraucherschutz und Lebensmittelsicherheit*, No 3/2008/, pp. 330-31

Auteure: Biancamaria Baroli, Université de Cagliari, *bbaroli@unica.it*

Ce ne sont pas seulement les risques des nanoparticules contenues dans les crèmes solaires qui sont sousestimées. A ce sujet, la spécialiste Biancamaria Baroli: «Actuellement, toute utilisation de produits contenant des nanoparticules – produits qui, intentionnellement ou pas, entrent en contact avec la peau – devrait être soumise à une évaluation minutieuse. Il est prématuré de conclure qu'on peut être sûr à cent pour cent que ces particules sont inoffensives. Cela vaut tout particulièrement pour les particules de taille inférieure à 10 nanomètres.» (photo caro)

Pourquoi la Confédération refuse-t-elle toujours de réglementer la nanotechnologie?

Tout le monde veut du «nano» mais peu envisagent les conséquences. Nous devons savoir ce qui est sûr et ce qui est insensé.

Wendelin Stark, EPFZ

ra. Chaque jour, des produits nouveaux élaborés grâce à la nanotechnologie arrivent sur le marché. Produits destinés à nous rendre plus beaux, plus jeunes, à nous protéger des UV, à nous libérer de certaines tâches ou à permettre aux aliments de se gâter moins vite. Les consommateurs ne savent pas quels produits contiennent déjà des nanoparticules. Ils ne peuvent pas décider s'ils veulent ou non consommer un aliment contenant des nanoparticules, porter un vêtement enrichi de nanoparticules, utiliser un produit d'entretien contenant des nanoparticules. Sans le savoir, ils achètent quotidiennement des produits contenant ce genre de particules.

Cette situation est insupportable car on n'a effectué que très peu de recherches sur les effets des nanoparticules sur l'homme, les animaux et l'environnement, bien qu'on sache que les nanoparticules synthétiques causent des dégâts aux poumons (comme l'amiante) ou peuvent être toxiques pour les animaux aquatiques. On a en outre des raisons de penser que ces particules franchissent la barrière hémato-encéphalique et parviennent dans le cerveau. Le consommateur ne sait pas quels dégâts elles y occasionnent. On suppose qu'elles pourraient contribuer à l'apparition de la maladie d'Alzheimer.

Il n'existe aucune loi qui détermine ce qui peut être ou ne pas être fabriqué avec des nanoparticules. *L'Office fédéral de la santé publique* et *l'Office fédéral de l'environnement* ont publié en allemand un Rapport détaillé.[1] Dans le résumé en français, les auteurs relèvent que «malgré l'évolution galopante de la nanotechnologie, on connaît encore très peu de choses sur l'exposition de l'être humain et de l'environnement à ces éléments et sur les risques potentiels qui en découlent».

On ne se soucie pas de la protection des consommateurs

La Confédération et l'industrie ne veulent pas de réglementation. Le *Plan d'action 2008* du Conseil fédéral ne fait que donner aux fabricants des lignes directrices concernant l'autocontrôle. Il mise sur la responsabilité individuelle de ces derniers.

On est très loin d'une réglementation juridique car les fondements méthodologiques n'ont pas encore été élaborés. Un de ces fondements est la définition des concepts relatifs à la nanotechnologie. Il n'existe pas encore de définition internationale utilisable. Le Conseil fédéral veut attendre que l'*Organisation internationale de normalisation* ait trouvé une définition.

Une autre lacune consiste dans la déclaration (information des consommateurs sur les emballages) si bien que des tonnes de nanoparticules nous assaillent et se répandent dans l'environnement. Qu'attendent la Confédération, l'industrie et la recherche?

C'est là un exemple typique d'économie globale qui se développe sans aucune réglementation et génère des milliards de dollars de profits: on parle déjà de billions de chiffre d'affaires.

Jusqu'ici, trois démarches ont été effectuées au Parlement en vue d'une réglementation de la nanotechnologie. La conseillère nationale des Verts *Maya Graf* a eu le mérite de déposer déjà trois motions. Dans la première, en 2006, elle réclamait une loi sur la nanotechnologie. Les éléments non contraignants de la motion ont été acceptés mais le gouvernement s'est opposé à la demande visant faire établir par le Conseil fédéral une réglementation et une définition en particulier de la notion de nanotechnologie et des domaines d'application.

La même année, Maya Graf a déposé une seconde motion demandant au Conseil fédéral de mettre sur pied un programme national de recherches sur l'utilité et les risques des nanoparticules synthétiques et sur les applications de la nanotechnologie. A l'automne, les Chambres en ont recommandé le rejet sans avoir débattu de la question.

La troisième motion a été déposée en décembre 2008. Elle demande que le Conseil fédéral règlemente, en vertu du principe de précaution, le domaine de la nanotechnologie et introduise une déclaration obligatoire sur les emballages des produits contenant des nanoparticules afin que les consommateurs puissent choisir librement ces produits (cf. encadré).

Il semble que les politiques veulent ignorer l'existence des nanoparticules. Sont-elles trop petites pour eux ou y a-t-il d'autres raisons? •

[1] *Synthetische Nanomaterialien. Risikobeurteilung und Risikomanagement,* 2007 (avec résumé de 10 pages en français)

Nanoparticules dans des armes

bha. Le laboratoire de recherches des forces armées américaines se vante d'avoir fabriqué, en partenariat avec le *Lawrence Livermore National Laboratory*, une ogive à la fois d'une grande précision de tir et provoquant peu de dommages collatéraux, mais à forte létalité. Elle est remplie de très fines particules de métal lourd, des nanoparticules qui, associées à l'enveloppe en fibres carboniques, ont un très haut pouvoir de pénétration. La propagande édulcorée en faveur de la nanotechnologie, même lorsqu'elle prétend avoir évalué les risques, devrait à l'occasion signaler cet usage meurtrier des si «sympathiques» nanoparticules et le condamner. Mais voilà, cela mettrait brutalement fin à un marché gigantesque.

Tous ceux qui se trouvent dans une région en guerre respirent les nanoparticules de métal lourd sans aucune protection. *Massimo Zucchetti* a raison d'affirmer que bien que cela paraisse peut-être secondaire en regard de la situation de la population dans la bande de Gaza, il convient de signaler que les survivants développeront de terribles tumeurs. Ceux qui n'ont pas été tués mourront de cancers provoqués par des nanoparticules de métal lourd beaucoup plus destructrices. •

Motion: Dispositions légales pour la nanotechnologie

déposée par Maya Graf

Le Conseil fédéral est chargé:

1. d'établir, en vertu du principe de précaution, des dispositions légales dans le domaine de la nanotechnologie
2. d'introduire une déclaration obligatoire sur les emballages des produits contenant des nanoparticules, ceci afin que les consommateurs aient la possibilité de choisir librement des produits nanotechnologiques ou non.

Développement

Dans le plan d'action sur les nanomatériaux synthétiques (DFI, DFE, DETEC 2008), on trouve le constat fondamental suivant: «Les propriétés physiques et chimiques des nanoparticules synthétiques sont encore inconnues et, partant, le risque impossible à évaluer». A cet égard, le «Rapport de base sur le plan d'action sur les nanomatériaux synthétiques: évaluation et gestion des risques» (OFSP, OFEV 2007) va plus loin encore: un potentiel de risque y est attribué à des produits se trouvant déjà aujourd'hui sur le marché, notamment à des produits relevant du domaine de la cosmétique et du textile: «Eu égard à des risques fondamentalement incertains, force est d'admettre que ces applications sont porteuses de conflits potentiels». Dans ce contexte, il est indispensable qu'une déclaration obligatoire figure sur les emballages afin que le consommateur puisse au moins choisir librement ses produits.

Le rapport de base insiste sur l'absence de conditions-cadre légales. Il constate que l'utilisation de nanoparticules dans les produits ne fait pour l'instant l'objet de dispositions légales particulières que dans de rares cas, et que dans ces rares cas eux-mêmes, aucune tentative d'établir une valeur limite relativement à la grandeur des particules, ni de différencier les divers types de particules n'est effectuée. Il en résulte «d'importants flous juridiques qui, d'une part, peuvent conduire à l'absence d'identification de risques potentiels pour la santé et l'environnement, et, partant, à l'impossibilité de les réduire à un minimum grâce à des mesures appropriées; d'autre part, ils peuvent faire l'effet d'un frein à l'innovation: l'économie n'a qu'un intérêt minime à investir dans le développement de nanotechnologies ou de produits contenant des nanoparticules aussi longtemps qu'elle ignore les exigences légales qu'il lui faudra satisfaire ou les restrictions qui seront imposées aux fabricants». On peut repérer des lacunes règlementaires non seulement dans la législation sur le travail, sur les produits chimiques, sur les médicaments, sur la responsabilité du fait des produits, sur le trafic routier et sur l'environnement, mais également dans les lois sur les travailleurs et sur la protection des eaux.

Le principe de précaution, principe essentiel dans la politique de l'environnement et de la santé, vise à prévenir les risques et les dangers. Le but du principe de précaution est de réduire au minimum les risques qui pourraient ne se manifester qu'à long terme. Comme les connaissances en matière de chances et de risques de la nanotechnologie sont, dans leur stade actuel, encore jugées insuffisantes, il est absolument nécessaire d'utiliser la nouvelle technologie de manière responsable.

Date de dépôt	19/12/08
Déposé au	Conseil national
Etat des délibérations	Non encore traité au conseil
Compétence	Département de l'intérieur (DFI)
Conseil prioritaire	Conseil national

Quels sont les dessous du «conflit du gaz»?

par Karl Müller

Au cours des dernières années, le gouvernement russe s'est efforcé de freiner l'effondrement que le pays avait subi au cours des années quatre-vingt-dix et de le mener à nouveau vers des horizons encourageants. Cette descente aux enfers ne fut pas le fruit du hasard, mais bien le résultat d'une stratégie des Etats-Unis et des «conseillers» américains tel que *Jeffrey Sachs. Naomi Klein* en a parlé dans les chapitres consacrés à la Russie de son ouvrage intitulé «Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre» (publié en français en 2008: ISBN 978-2-7427-7544-6). Le but de cette stratégie était de non seulement de piller les biens matériels de la Russie, mais encore de précipiter le pays politiquement dans un abîme – tout à fait dans le sens de *Zbigniew Brzezinski*, le conseiller de politique étrangère du nouveau président des Etats-Unis.

Depuis que la Russie a pris son destin en main, on poursuit une campagne contre le pays, menée ouvertement par des cercles américains, mais à laquelle participent des politiciens européens – en Allemagne de façon particulièrement fâcheuse et hypocrite la chancelière actuelle.

Le «conflit du gaz» entre l'Ukraine et la Russie fait apparemment partie d'une campagne américaine contre la Russie. Une campagne qui a commencé lorsque la Russie, après les catastrophiques années 1990, a refusé de se laisser saigner à blanc et a cherché une politique indépendante. (photo reuters)

Faut-il considérer que le «conflit du gaz» entre la Russie et l'Ukraine, ainsi que les réactions officieuses européennes et américaines font partie de cette campagne?

Il semble bien que cette hypothèse contienne quelque vérité et que le terme «conflit» n'est pas le bon, car il ne s'agissait pas de dispute, mais d'une provocation menée pendant des semaines par le président ukrainien *Viktor Iouchtchenko* avec en arrière-fond le gouvernement américain.

Ce qu'on sait moins, c'est que le Premier ministre ukrainien, *Ioulia Tymochenko,* et le Premier ministre russe, *Vladimir Putin,* s'étaient entendus dans un mémorandum signé le 2 octobre 2008, après des tergiversations de plusieurs années, que la Russie adapterait dans les 3 années à suivre le prix des livraisons de gaz à l'Ukraine au niveau mondial. (Cf. «Regierungschefs Russlands und der Ukraine unterzeichnen Gasmemorandum», *RIA Novosti* du 2/10/08, ainsi que, *Eric Walberg:* «Russia-Ukraine Gas War: Europe's Winter of Discontent», *www.globalresearch.ca* du 20/1/09). Il fut, de plus, convenu que l'Ukraine paierait ses dettes provenant des livraisons de gaz russe (*http://russland.ru* du 24/11/08). Ce nonobstant, l'Ukraine avait cessé, fin novembre 2008, ses paiements pour le remboursement des dettes de livraison de gaz.

Jusqu'à fin 2008, la Russie avait livré du gaz à l'Ukraine, à des prix largement en-dessous de ceux de marché mondial, soit à environ 180 dollars par 1000 m³. Ces derniers temps, la firme *Gazprom* se vit obligée d'importer elle-même des pays d'Asie centrale le gaz livré à l'Ukraine – et cela au prix de 375 dollars par 1000 m³. Le résultat en avait été que les livraisons russes de gaz à ce pays avaient causé au fournisseur russe, rien qu'en 2008, un déficit de quelques milliards de dollars.

Fin 2008, les accords de fourniture de gaz entre la firme russe *Gazprom* et les firmes ukrainiennes, toutes deux étant largement étatisées, arrivèrent à échéance. Toutefois, l'Ukraine empêcha la fixation d'un nouveau prix du gaz dans le sens du mémorandum d'octobre 2008, valable dès le 1er janvier 2009, alors même que la Russie avait proposé de ne pas aligner dès le 1er janvier le prix au niveau mondial, mais d'en rester à 250 dollars par 1000 m³.

De ce fait, *Gazprom* cessa ses livraisons de gaz à l'Ukraine dès le 1er janvier 2009. Ce qui provoqua le fait que l'Ukraine se servit, de façon parfaitement illégale, du gaz des gazoducs de transit pour les autres Etats européens. Ce qui amena la Russie à cesser les livraisons de gaz de transfert.

Comment l'Ukraine en était-elle venue à changer d'avis? Il est vrai que ce pays subit une grave crise économique et qu'il a des difficultés en ce qui concerne les devises. Il n'en est pas moins vrai qu'à mi-décembre des représentants du département d'Etat américain rendirent visite à l'Ukraine et au président Iouchtchenko, négociant un traité dit de «Charte pour un partenariat stratégique», signé entre-temps par les ministres des Affaires étrangères des deux pays. On trouve le texte de ce traité sur Internet: *http://russland.ru/rupo10010/morenews.php?iditem=20949.*

Selon ce traité, les Etats-Unis sont notamment disposés à apporter une aide à l'Ukraine pour «reconstruire» et «moderniser» ses gazoducs. La Russie enregistra ce fait dans un esprit très critique – ce qui se comprend. Le journal russe «Iswestija» estima que les Américains tentaient de s'emparer des gazoducs ukrainiens. Le président de la commission économique parlementaire, *Jewgeni Fjodorow,* rendit les Etats-Unis responsables de la cessation de livraison de gaz à l'Europe.

Ce même Fjodorow estima, dans une interview accordée le 14 janvier à la radio *Echo Moskwy,* que «le conflit entre Moscou et Kiev avait une origine commerciale, mais aussi politique, du fait que la révolution orange avait été menée avec pour but de causer des ennuis à la Russie.» De son côté, le président russe, *Dimitri Medvedev,* posa la question de savoir si les pays européens étaient au courant «que les Etats-Unis, qui n'extraient pas de gaz en Europe ni n'en transfèrent, avaient conclu un accord de transit de gaz» (cf. «Stecken die USA hinter dem Gas-Streit zwischen Russland und der Ukraine?», *www.nachdenkseiten.de* du 15/1/09).

Il faut savoir que la Russie s'efforce depuis longtemps de pénétrer dans le réseau de gazoducs ukrainien pour y investir et garantir ainsi des livraisons continues à l'Europe; elle a à plusieurs reprises proposé la mise en place d'un consortium international pour l'entretien de ce réseau (cf. *RIA Novosti* du 6/10/08).

Que faut-il donc penser du fait que le département d'Etat américain se soit montré «inquiet» au début de janvier à propos de l'arrêt des livraisons de gaz russe à l'Ukraine, exigeant des négociations immédiates et estimant que le comportement russe «posait sérieusement la question de l'utilisation de l'énergie comme moyen de pression politique» (*www.manager-magazin.de* du 2/1/09)? Il y avait eu des négociations avant la visite américaine et aussi avec des résultats.

Malgré les événements précités, c'est grâce à la volonté russe de poursuivre sans cesse les négociations dans cette affaire – en se référant au mémorandum d'octobre – ainsi qu'aux efforts de milieux économiques occidentaux, notamment allemands, qui souhaitent une coopération avec la Russie, qu'un accord a pu être conclu. Mais il y a aussi le fait que le Premier ministre ukrainien est en compétition pour le pouvoir avec son «compagnon» d'alors, devenu président (ainsi s'exprimait le journal autrichien «Der Standard» du 21/1/09). Tymochenko a négocié l'accord avec le Premier ministre russe, alors même que Iouchtchenko parlait d'une défaite catastrophique pour l'Ukraine.

Selon divers sondages, cet homme, qui représente en Ukraine la volonté du gouvernement des Etats-Unis, ne jouit plus que de 3% de voix en sa faveur. De son côté, Tymochenko s'efforce d'attirer dans son camp la grande partie de la population orientée vers la Russie. Ainsi, il faut s'attendre à ce qu'ici aussi le rêve américain fasse long feu.

Le comportement de certains gouvernements européens, ainsi que celui du président de la Commission européenne *Barroso* et de la chancelière *Angela Merkel*, laisse rêveur.

Au lieu de s'en tenir à la réalité, elle fit savoir le 16 janvier – juste avant la conclusion de l'accord – lors d'une conférence de presse gouvernementale que la Russie avait «perdu de sa réputation et de sa crédibilité», attribuant la «responsabilité» de cet arrêt de livraison aussi bien à la Russie qu'à l'Ukraine: «Il ressort que les deux Etats ne respectent pas leurs engagements. Voilà le point crucial.»

Entre-temps, un groupe de réflexion du gouvernement, nommé «Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik [Société allemande de politique extérieure] s'interroge sur le comportement futur de l'Union européenne: ne pas trop s'éloigner de la Russie – car ce ne serait pas possible – mais plus diversifier les sources d'approvisionnement en énergie. Pour cela il faut des gazoducs qui contournent la Russie et, qu'on se le dise, «une nouvelle stratégie, en vue de rattacher l'Iran». (*Stefan Meister:* «Gas-Streit zwischen Russland und der Ukraine. Eine dauerhafte Lösung ist das Ziel» [Le conflit du gaz entre la Russie et l'Ukraine. L'objectif est de trouver une solution durable.] *DGAP Standpunkt,* janvier 2009).

Il faudra avoir l'œil sur le développement et surveiller les «nouveautés» qui s'annoncent au Moyen- et Proche-Orient, sur fond d'une éventuelle volonté de la part du gouvernement américain de renforcer les affrontements avec la Russie (tant le conseiller aux Affaires étrangères Brzezinski que l'ancien et nouveau secrétaire d'Etat à la Défense *Robert Gates* sont connus pour détester la Russie). •

«Oubliés par la communauté …»
suite de la page 3

figure sur la liste des huit pays qui en sont menacés. Quand on parle de génocide, on pense immédiatement au «Troisième Reich», mais là aussi on est en train d'exterminer un peuple, avec sa langue, sa culture et ses traditions, sous couvert de démocratie.

Quelle solution proposent les Tamouls?
Les Tamouls ont toujours voulu une solution politique, et depuis 60 ans ils ont déposé plusieurs propositions. Au début on avait pensé à un Etat fédéral pour l'ensemble du Sri Lanka.

Mais le gouvernement a rejeté catégoriquement cette éventualité. C'est contre le terrorisme d'Etat que les Tamouls ont pris les armes. Ils ne croyaient pas que le terrorisme pouvait être la solution.

La Communauté internationale, elle aussi, parle sans cesse de «terrorisme tamoul» et de «solution politique», mais elle continue à fournir Colombo en armement et à soutenir son offensive militaire. Il y a peu de temps encore on a envoyé des représentants militaires de certains pays (dont les USA, le Pakistan, la Chine, le Bangladesh et l'Inde) dans le Nord-Est du pays, où ils ont bien vu les succès militaires, mais pas les 300 000 réfugiés.

Début décembre s'est tenu en Hollande un séminaire où Europol a débattu des Tigres. Quels Tamouls avaient été invités à cette conférence?
Aucun représentant du peuple tamoul n'avait été invité, en revanche le gouvernement de Colombo était là, qui a fait pression pour interdire les associations tamoules en Europe et restreindre leurs activités.

Quelle est votre réaction?
Il est absurde d'inviter à une conférence des terroristes d'Etat responsables de l'exil vers l'Europe de 500 000 réfugiés tamouls pour discuter avec eux de la manière dont l'Europe doit se comporter envers ces réfugiés.

Rien de tel pour que ceux que l'on pourchasse continuent à l'être. Beaucoup d'entre eux ont pris, comme moi, la nationalité de leur pays d'accueil et se sont intégrés. Qu'attendre d'une pareille démarche? L'objectivité exige que l'on invite les Tamouls et qu'on leur demande quelle est la situation dans leur pays.

Que peuvent faire les citoyens européens pour aider à désamorcer la situation?
Les Tamouls sont reconnaissants d'avoir été accueillis en Europe et d'y vivre en sécurité. Le Sri Lanka exerce une influence sur les gouvernements européens, mais personne ne consulte les Tamouls, bien que nous soyons citoyens de nos pays d'accueil; projettent-ils quelque chose contre nous?

Les citoyens européens doivent exiger de leurs gouvernements qu'ils s'engagent en faveur d'une paix juste et n'appuient pas l'option militaire.

Monsieur le Professeur, nous vous remercions de nous avoir accordé cette interview et souhaitons beaucoup de succès à vos efforts en faveur d'une solution pacifique. •

---

* *S. J. Emmanuel* naquit en 1934 à Jaffna. Après des études scientifiques à l'université de Colombo, il obtint en 1963 une licence en philosophie. Ensuite, il étudia la théologie à l'université pontificale de Rome. Après son ordination, il exerça son sacerdoce pendant cinq ans à Jaffna avant de poursuivre ses études à Rome et d'obtenir son doctorat en 1976. Au séminaire de Kandy, il enseigna la théologie systématique puis il fut nommé supérieur du grand séminaire St-Francois-Xavier à Jaffna. De 1992 à 1997, il fut vicaire général du diocèse de Jaffna. Ensuite, il dut quitter son pays et il vit actuellement en Allemagne. Il travaille dans une paroisse et s'investit avec un grand dévouement en faveur de ses compatriotes qui vivent une situation effroyable.

Olvidados por la comunidad internacional

Permanente conflicto sangriento en Sri Lanka

Interviú con el Prof. Dr. S. J. Emmanuel, Presidente de la Federación internacional de los Tamiles

Horizons et débats: Profesor Emmanuel, en los medios occidentales se oye poco o nada sobre la situación en Sri Lanka. Como sacerdote católico Usted mantiene un estrecho contacto con su país, ¿cómo es la situación en las regiones tamiles?

Actualmente tenemos en Sri Lanka el peor jefe de gobierno imaginable. Gobierna junto con sus tres hermanos y reina un extremismo cingalés-budista. El gobierno no aspira a una solución política sino militar, niega los conflictos étnicos y quiere luchar sólo contra el «terrorismo». Hoy hay 350 000 desplazados internos en la región de Vanni, y los civiles son bombardeados a diario y secuestrados. El 25 de diciembre, las tropas del gobierno bombardearon incluso una iglesia, y numerosos creyentes fueron muertos o heridos. La situación para los refugiados es catastrófica, no reciben ayuda humanitaria ya que el gobierno cingalés ha expulsado a las organizaciones de ayuda. Quieren hacer la guerra sin testigos. A ésto se agrega un período de lluvias constantes a las que están expuestos los que están refugiadas bajo los árboles. Las heridas en las víctimas civiles, – y son civiles en su mayoría – son espantosas ya que se usaron bombas de dispersión y termobáricas como en la guerra del Libanon.

El gobierno anunció que a fines de 2008 ya habría resuelto el «problema de los tamiles». ¿Qué significa eso para la población civil?

Para el gobierno el problema de los tamiles quiere decir un problema de «terroristas». El gobierno sabe que el conflicto necesita una solución política, pero hasta ahora de su parte no hubo una propuesta razonable. El gobierno dice que en la provincia del este hubo una elección parlamentaria y que se estableció un jefe de gobierno de esa región, pero la verdad es otra. Él que gobierna es un hermano del presidente, y no se ocupa de la población en ese lugar; a diario tamiles son muertos o son secuestrados. Y ahora quieren una solución similar en el norte, cuando hayan destruído la LTTE. La solución para los tamiles significa, instalar dos representantes del gobierno como gobernantes – uno en el norte y otro en el este – y poner a toda la población tamil bajo el control de la armada cingalesa. Asi permanecemos bajo el dominio del imperio cingalés, ¡y ésto después de 450 años de colonialismo!

¿Qué significa eso?

Represión arbitraria. Para mí, como sacerdote que sabe mucho del mundo y las guerras, la situación de los tamiles es chocante. Es un conflicto étnico existente desde hace 60 años. Desde el comienzo, el gobierno respondió con terror de estado a la protesta pacífica de los tamiles. Como reacción, surgieron los *Tamil Tigers* para defender al pueblo tamil y a su patria. La consecuencia es que vivimos desde hace 30 años en guerra, con más de 60 000 víctimas y 1 millón de refugiados en todo el mundo. Pero el mundo aún no presta atención al conflicto. Un largo conflicto con guerra y víctimas en una isla lejana sin riquezas naturales, es casi una guerra olvidada. Nosotros tamiles estamos profundamente decepcionados, no sólo por el curso de los hechos en Sri Lanka en el último tiempo, sino también por la actitud de la comunidad internacional – sobre todo de las grandes potencias con su doble moral y su política de intereses.

Primero, los ingleses al término de su época colonial cometieron un gran error, «British blunder», al abandonar la isla. Los tamiles, que antes tenían su reinado propio, se convirtieron en una minoría entre los cingaleses. Los ingleses reunieron dos pueblos en un estado y le dieron el poder a la mayoría. Y hoy, Inglaterra hace como que no tiene nada que ver con el conflicto y apoya al gobierno cingalés en esta guerra.

Segundo, las grandes potencias como EE.UU. e India tienen sus propios intereses geopolíticos en Sri Lanka y sus puertos. Están del lado del gobierno y nos tratan como terroristas.

Tercero, Sri Lanka tiene una democracia con mayoría cingalesa-budista. La mayoría puede discriminar y reprimir a los tamiles por decisión parlamentaria. Además, cuenta con una armada cingalesa para imponer su poder. Nosotros tamiles luchamos, esperamos y resistimos pacíficamente durante 30 años. La reacción fue el terror de estado. Sabemos que hay sólo una solución pacífica, pero contra el terror de estado, que no conoce límites, tenemos que defendernos.

¿Cómo es la vida diaria para la población en este momento?

La gran parte del norte y este de Sri Lanka – la patria de los tamiles – está bajo un estricto control de la armada cingalesa, con constantes prohibiciones de salida, cientos

de controles, secuestros diarios de personas, asesinatos. En la parte noreste – la llamada región Kilinochchi – reina una guerra brutal con bombardeos de civiles, edificios públicos como hospitales y escuelas. La gente vive en constante ansiedad, sin trabajo, sin alimentos. 40 000 niños no pueden asistir a la escuela. Todas las organizaciones no gubernamentales han abandonado la región. No hay médicos, a los tamiles no se les permite estudiar. Si bien hay hospitales, no hay medicamentos ni material de vendaje.

Desde hace más de 2 años el gobierno en Colombo ha ordenado un bloqueo económico total sobre las regiones tamiles, y es un milagro que la gente lo sobreviva. Incluso ahora que se cumplieron los 60 años de la Declaración de la ONU contra el genocidio, Sri Lanka es considerado como uno de los ocho estados más amenazados. La gente piensa siempre en el Tercer Reich cuando se habla de genocidio, pero aquí también se está destruyendo un pueblo, su idioma, cultura y tradiciones – bajo el manto de la democracia.

¿Qué solución proponen los tamiles?

Los tamiles siempre quisieron una solución política y en los 60 años han hecho muchas propuestas. Desde el comienzo se quería un sistema federal para toda Sri Lanka.

Pero ésto fue rechazado categóricamente por el gobierno. Los rebeldes tamiles recurrieron a las armas a causa del terror de estado. Ellos nunca creyeron en una solución por medio del terror.

La comunidad internacional también habla constantemente del «terror de los tamiles» y «solución política», pero sigue suministrando armas al gobierno y apoyando sus acciones militares. Hace poco tiempo, algunos países enviaron representantes militares al noreste del país (entre ellos de EE.UU. Paquistán, China, Bangladesh, India) para demostrar el progreso militar, pero a los 300 000 refugiados no los vieron.

A comienzos de diciembre hubo un seminario en Holanda con Europol sobre LTTE. ¿Acudieron tamiles a esa conferencia?

Ningún representante de los tamiles fue invitado, sólo representantes del gobierno cingalés, que hicieron presión para que se prohiban las organizaciones tamiles en Europa y se limiten sus actividades.

¿Cuál es su apreciación al respecto?

Es absurdo que se invite a los que son responsables del terror de estado y de los 500 000 refugiados tamiles en Europa, para hablar con ellos sobre cómo debe comportarse Europa con respecto a los refugiados tamiles.

Esas ocasiones dan motivo para que los perseguidos sigan siendo perseguidos. Muchos de esos perseguidos son, como yo, ciudadanos de los respectivos países y están integrados. ¿Por qué ese proceder? Corresponde a la objetividad que se invite a los tamiles para consultarlos sobre la situación en su patria.

¿Cómo pueden contribuir los habitantes de los estados europeos a aliviar esa situación?

Los tamiles están muy agradecidos de haber podido venir aquí y estar en seguridad. Sri Lanka tiene influencia sobre los gobiernos europeos, pero nosotros los tamiles no somos consultados, siendo que somos ciudadanos de los países que nos han recibido; ¿ planean tal vez acciones en contra nuestro?

Los ciudadanos de los estados europeos deben exigir de sus gobiernos que se comprometan por una paz justa en Sri Lanka y que no ofrezcan apoyo a la solución militar.

Prof. Emmanuel, muchas gracias por este interviú y mucho éxito y apoyo a sus esfuerzos para lograr una solución pacífica. •

¡Se debe poner fin de inmediato al genocidio de los tamiles!

por Dieter Sprock

En Sri Lanka tiene lugar un genocidio, practicamente inadvertido por la opinión pública mundial. Los tamiles son reprimidos desde hace décadas y tratados como ciudadanos de segunda clase. Desde el fin unilateral del armisticio a principios de 2008, y la expulsión de los observadores internacionales, el gobierno de Sri Lanka hace una guerra abierta contra el pueblo tamil, que entre tanto se ha convertido en un genocidio. El gobierno no acepta ninguna misión de observadores de la ONU en la isla. Periodistas y organizaciones de ayuda no tienen acceso a las zonas de operaciones, y toda crítica es silenciada brutalmente. No quieren que haya testigos de la matanza.

Un artículo del «Neue Zürcher Zeitung» del 10 de enero muestra el peligro en el que viven los periodistas críticos en Sri Lanka: en esa misma semana, en Colombo, el redactor jefe del periódico *Sunday Leader, Lasantha Wickrematunge,* crítico del gobierno, fue baleado por dos hombres armados desde una motocicleta, cuando se dirigía en auto hacia su oficina.

Dos días antes, doce atacantes armados con ametralladoras y granadas asaltaron y devastaron las oficinas del canal privado más grande de televisión, *MTV.*

Una semana antes de ser asesinado, Wickrematunge, de 52 años de edad, había criticado en un artículo la «sangrienta euforia» del presidente *Mahinda Rajapakse*. Éste había calificado la conquista de la ciudad norteña Kilinochchi, el 2 de enero, como un «triunfo sin igual» de las tropas del gobierno. Wickrematunge abogaba por una solución política, en la que el gobierno debería hacer concesiones a los tamiles. El *Sunday Leader* es uno de los pocos periódicos que se anima a dar una información crítica sobre la guerra. El grupo *MTV/MBC* al que pertenecen tres canales de televisión y cuatro de radio, tratan también de informar objetivamente sobre el conflicto.

El gobierno atiza el odio hacia los comentaristas críticos en el país, y crea así un clima de impunidad y violencia. «Según *Jehan Perera* del *National Peace Council*, el asesinato de Wickrematunge es un golpe mortal a la libertad de prensa en el país. Después de semejante asesinato, cada periodista se pregunta quién será el próximo. Bajo esas condiciones es simplemente imposible trabajar libremente. Una gran parte de la prensa ha cedido a la presión del gobierno e informa hoy conforme a la línea oficial. Los pocos periodistas que aún tratan de informar independientemente sobre el conflicto étnico, son difamados en una campaña del diario estatal *Daily News,* como simpatizantes de LTTE y enemigos del país.» Según *Amnesty International*, en los últimos dos años han sido asesinados diez periodistas en Sri Lanka, y muchos otros han desaparecido, han sido secuestrados o detenidos.

La comunidad internacional tiene la obligación de exigir del gobierno de Sri Lanka el respeto del derecho internacional y de todos los acuerdos internacionales: se debe poner fin inmediatamente al genocidio de los tamiles; una comisión de control de la ONU debe poder supervisar la observancia de los derechos humanos; la ayuda humanitaria, por ejemplo de la *Cruz Roja*, debe tener acceso ilimitado; la libertad de prensa y la seguridad de los periodistas debe ser garantizada. La adalid de derechos humanos Dr. *Karen Parker* exige que LTTE sea borrada de la lista de organizaciones terroristas. Ella considera que tienen el estatus de combatientes según el derecho internacional. El gobierno de Sri Lanka debe volver a la mesa de negociaciones, porque sólo una solución en la que sean partícipes todos los grupos étnicos en el país, puede llevar a una paz duradera. •

Foro de los tamiles en Suiza

«Ayudad a nuestros hermanos y hermanas que sufren en Vanni a causa de la violación de los derechos humanos»

Shan Thavarajah, vicepresidente y Thambipillai Namasivayam, secretario del Foro de los tamiles en Suiza, enviaron una carta a la Dra. Naventham Pillay, alta comisaria para derechos humanos en Ginebra, con el pedido de poner fin a la catástrofe humanitaria en Vanni.

Apelan al alto comisariado para derechos humanos:

- Exigir del gobierno de Sri Lanka el término inmediato de sus devastadoras ofensivas militares.
- Asegurar que se envíen suficientes alimentos y otros suministros a Vanni.
- Exigir del gobierno de Sri Lanka de permitir el acceso de organizaciones humanitarias locales e internacionales a la región de Vanni.
- Poner a disposición medicamentos y otros equipos para los hospitales de Vanni.
- Exigir del gobierno de Sri Lanka declarar los hospitales de Vanni zonas seguras.

Les pedimos humildemente, que en esta situación intervengan sin demora y valiéndose de su buena influencia sobre los estados democráticos y organizaciones humanitarias, para salvar al pueblo tamil del genocidio.

Fuente: InfoTamil del 15/1/09

Continuer sur la même voie n'est pas envisageable

Le rapport sur l'agriculture mondiale remis à la ministre allemande de l'Agriculture

Lors de la *Grüne Woche* (semaine verte) à Berlin, les représentants de plusieurs organisations de l'agriculture, de l'environnement et du développement ont remis, le *Rapport sur l'agriculture mondiale,* qui venait de sortir de presse, à la ministre de l'Agriculture *Ilse Aigner* et l'ont invitée de se rendre à l'évidence qu'une approche radicalement différente s'imposait en matière d'agriculture et que c'était urgent et inévitable. Ils ont déclaré:

D'après les pronostics pour 2009 de l'*Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture* (FAO) plus d'hommes que jamais souffriront de la faim sur notre planète, alors que probablement la plus grande récolte de tous les temps sera engrangée. En même temps, l'agriculture émettra plus de gaz à effet de serre que jamais, son besoin en eau augmentera et contribuera essentiellement à l'accélération de la disparition des espèces. Le *Rapport sur l'agriculture mondial* désigne les causes de cette misère, mais aussi les voies pour s'en sortir.

«Continuer sur la même voie n'est pas envisageable» c'est le message de plus de 400 scientifiques et experts internationaux du monde entier qui ont été chargés par la *Banque mondiale* et par les *Nations Unies* d'élaborer en quatre ans l'inventaire le plus complet de l'agriculture mondiale. Leur rapport a été signé en avril 2008 à Johannesburg par plus de 60 gouvernements. Le gouvernement fédéral d'Allemagne n'y a malheureusement pas participé. Madame Aigner a été priée de signer le rapport au moins après coup et de mettre ses recommandations en application.

Pendant des décennies, l'augmentation de la production à tout prix a été propagée comme remède contre la faim. Sans succès: Le nombre d'affamés augmente à une vitesse alarmante. Le *Rapport sur l'agriculture mondiale* montre qu'il n'importe pas de produire de plus en plus, mais de rendre disponibles les produits alimentaires là où l'on en a besoin. Cela signifie aussi qu'à l'avenir la production de biocarburants et de viande de fabrication industrielle dans les proportions actuelles n'est plus justifiable et que les subventions étatiques doivent être supprimées.

L'agriculture industrielle et les monocultures détruisent nos ressources naturelles aux dépens des plus pauvres et aux dépens des générations futures. Le *Rapport sur l'agriculture mondiale* dit par contre: Ce n'est pas l'agro-industrie mais les plus de deux milliards de petits paysans et paysannes qui assurent et assureront le ravitaillement mondial – aujourd'hui et à l'avenir. Ils ont besoin d'une sécurité juridique et d'un accès équitable à la terre, à l'eau, aux semences, au savoir-faire et aux marchés locaux.

A cela s'ajoute le droit à l'autodétermination des nations et des régions en ce qui concerne leur production alimentaire. Cette souveraineté alimentaire est menacée tout aussi bien par les règles du marché mondial qui ne sont pas équitables que par des subventions non durables, ainsi que par la concentration mondiale de l'industrie et du marché agricole.

La dépendance de l'agriculture des énergies fossiles et de l'agrochimie met en danger notre sécurité alimentaire. Elle est aussi responsable du fait que la production alimentaire représente aujourd'hui l'un des plus grands dangers pour le climat. Des alternatives agro-écologiques et biologiques sont déjà à disposition et doivent être développées. Leur multitude représente le meilleur point de départ pour nous adapter au changement du climat inévitable des décennies à venir. Depuis trente ans, le génie génétique n'a pas apporté de solutions.

Qui veut éviter d'autres victimes et de futures catastrophes doit prendre au sérieux les vérités simples du *Rapport sur l'agriculture mondiale* et agir. Le gouvernement fédéral, l'industrie agricole et l'association des paysans doivent se rendre compte: La folie de l'agriculture industrielle et de sa croissance illimitée est finie. •

Source: *www.weltagrarbericht.de* du 15/1/09

Informations supplémentaires: *www.agassessment.org*

Rapport sur l'agriculture mondiale

Pendant plus de trois ans, 400 auteurs de 110 pays ont publié leurs résultats de recherche autour de la question: «Comment pouvons-nous reduire la faim et la pauvreté, améliorer les existences dans les campagnes, promouvoir des développements équitables, écologiques et économiquement et socialement durables par les gains et l'accès au savoir, aux sciences et aux technologies sur l'agriculture?» Les résultats de ce Rapport sur l'agriculture mondiale ne sont jusqu'à présent publiés qu'en anglais: «Agriculture at a crossraods. The Global Report.», IAASTD, Islandpress, ISBN 9781597265393

(Le Rapport sur l'agriculture mondiale sera traduit dans les 6 langues officielles de l'ONU.)

«Esquisse d'un ordre économique humain universel»

Analyse de livre de Gisbert Otto

ISBN 978-3-86727-623-8

Au regard de toutes les réflexions sur le bien et le mal qui dominent en grande partie les débats sur la crise bancaire et financière, le livre de Martin Regner est tout simplement un bienfait. Ni l'économie socialiste planifiée, ni le capitalisme mondial ne mènent quelque part. Les deux systèmes ont échoué: le respect envers la personnalité humaine est absent dans les deux systèmes; au lieu de cela, c'est le pouvoir qui règne. Dans l'économie planifiée, il est exercé par l'élite politique et dans le capitalisme par l'élite de l'économie et de la finance. Contrairement à cela, Regner part des conditions de vie humaine. Ici, il ne tient pas seulement compte des besoins de l'individu, mais il les conçoit dans leur globalité – en relation avec autrui – et établit ainsi le rapport avec la société et l'humanité. L'ordre économique résultant de l'analyse de Regner est axé sur tous les êtres humains: il est créé pour l'humanité.

La pratique de l'économie est sans doute presque aussi ancienne que l'humanité elle-même. Des contraintes de la nature résulte la nécessité de s'aider mutuellement, respectivement de pratiquer l'économie en commun. L'un peut par exemple travailler comme agriculteur, l'autre comme chasseur. Le troisième s'occupe de la construction de logis servant de protection contre les intempéries. Grâce à cette répartition du travail, il n'est plus nécessaire que l'individu s'occupe lui-même de chaque élément vital. A l'origine, le premier but de l'économie est donc de fournir aussi bien que possible les moyens nécessaires à l'existence: l'économie est axée sur l'humanité.

Principes relatifs à un ordre économique humain universel

Martin Regner examine les différents principes relatifs à l'humanité et expose à ce sujet des éléments très précieux. Ici, l'on citera quelques-unes de ses réflexions uniquement sur le premier principe – le principe de la liberté. «L'être humain est doté de raison et de conscience. […] Sa conscience lui dit comment il doit agir correctement ou comment il aurait dû agir correctement. Comme la conscience indique à l'être humain les mesures de la justesse, il sait qu'il existe des alternatives à ses actes […]. Cette liberté intérieure caractérise la nature de l'être humain et ainsi sa dignité […].»

L'analyse de systèmes économiques déjà connus: l'économie sociale de marché

Lors de son analyse, Regner part des thèses existantes sur ce modèle économique et les réfute. Ci-dessous, on nommera quelques thèses (on évoquera à chaque fois l'argument contraire entre parenthèse):

- Sur le marché, il existe infiniment d'offreurs et infiniment de demandeurs, le prix se forme selon le principe de l'offre et de la demande. (En vérité, le nombre d'offreurs et de demandeurs est limité sur chaque marché.)
- Les participants au marché disposent d'informations complètes. (En fait, il faut d'abord se procurer les informations; il y a des pertes de temps.)
- Les prestations offertes sur les marchés sont homogènes et échangeables. (Selon l'offreur, les prestations sont en partie très diverses.)

Regner démasque le modèle de l'économie de marché comme idéologie qui a dans la pratique – avant tout sous la forme du néolibéralisme – des effets extrêmement négatifs sur l'être et son environnement. Le principe primordial est la recherche du profit maximum; le clivage entre les pauvres et les riches s'accroît constamment. Regner n'est en aucun cas seul à critiquer. Il cite entre autre l'économiste *Wilhelm Röpke* qui attire l'attention sur le manque essentiel découlant de la «pensée unique du marché». Röpke nomme en exemple la morale et le droit comme conditions naturelles de l'existence et du bonheur, de l'Etat et de la politique. Röpke poursuit: La vie économique risque «en permanence de perdre la position centrale de l'éthique si elle n'est pas soutenue par des appuis moraux forts.»

Le capitalisme mondialisé

En outre, Regner analyse les domaines problématiques suivants:

- Effets du capitalisme mondialisé sur l'économie sociale de marché en Allemagne;
- Chômage et situation du pouvoir dans l'économie sociale de marché;
- Origines et effets du capitalisme mondialisé (entre autres les sauterelles …).

Dans le cadre de cette analyse de livre, on ne peut que se référer aux exemples très intéressants que Regner décrit. Sur le capitalisme mondialisé, il écrit de manière très pertinente: «La […] libéralisation mène à des systèmes qui ne méritent plus le nom de système de droit et à des développements économiques où il y a beaucoup de perdants et seulement quelques gagnants. Dans ces systèmes, il infère aux organes étatiques la tâche croissante – au lieu de servir les intérêts du peuple et d'essayer d'établir un juste équilibre entre les perdants et les gagnants […], – de tranquilliser les perdants […], ainsi que de les discipliner au moyen de contrôles et de violence pour ne pas laisser éclater ouvertement les conflits entre les gagnants et les perdants.»

Esquisse d'un ordre économique humain universel

Selon la conception de l'auteur, il ne s'agit pas de développer un *autre* ordre économique. On a beaucoup plus besoin d'un *nouvel* ordre économique qui doit correspondre aux principes de l'humanité. Regner ébauche le concept d'une *coopérative productive sociale* qui montre les principales caractéristiques suivantes:

- Les coopératives poursuivent l'objectif de l'entraide collective.
- Elles sont des organisations reposant sur l'autodétermination, l'autogestion et la liberté.
- Les coopératives sont des propriétés privées. Indépendamment de la hauteur du capital investi, chaque membre a le même droit de vote, c'est-à-dire une voix.

Martin Regner montre de manière convaincante les avantages des coopératives de production. Il aborde les problèmes centraux de la vie commune humaine – par exemple la séparation entre les seigneurs et les valets – et il développe des propositions réalisables. «Ce qui est tout à fait décisif pour l'humanité de l'ordre économique ébauché, c'est qu'il est possible grâce à lui de démocratiser l'économie et de mettre en pratique le droit fondamental à l'autodétermination […] même dans les entreprises.»

Regner s'occupe de manière détaillée de la réalisation de son modèle dans la pratique. Les coopératives de production se basent sur la loi fondamentale (art. 15 sqq.). Au point de vue juridique et fonctionnel, rien n'empêche la transformation des exploitations et des entreprises économiques en coopératives de production. Cependant, Regner remarque: «L'introduction de cet ordre économique en Allemagne apparaît possible […] seulement si en même temps l'on vainc le pouvoir des partis existant réellement en Allemagne, parce que sinon la volonté de l'être humain ne peut pas être mise en valeur.»

La manière conséquente avec laquelle Martin Regner présente son modèle jusqu'à son introduction dans la société est très impressionnante. Il devient évident que le problème n'est pas la fonctionnalité du modèle mais la question du pouvoir relative à la réalisation. Les idées qu'il expose n'en sont pas moins importantes, car il a montré le but de manière convaincante avec des arguments objectifs qui sont fondés sur un savoir très détaillé: un ordre économique servant l'humanité. Les politiciens devraient plutôt s'orienter vers ce modèle plutôt que de tenter de sauver un système malade. L'économie mondiale – le néolibéralisme – ne peut pas être sauvé. Il faut une volte-face conduisant à davantage de responsabilité sociale et d'éthique. La proposition de Martin Regner appelle une réflexion approfondie en direction d'un nouvel ordre économique humain universel. •

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2009 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Courrier des lecteurs

Tous les 30 ou 40 ans, une crise économique mondiale est «mise en scène»

Dans l'édition de votre journal datant du 19 janvier, un renvoi très intéressant sur la «doctrine de l'économie libre» vient de paraître. Ce travail m'a plu parce que, jeune homme, j'ai vécu l'expérience faite à «Wörgl» et je n'ai jusqu'à présent jamais oublié le nom de *Silvio Gesell*. Mais le nom d'*Unterguggenberger* ne m'était pas connu. Je me rappelle encore un dicton souvent cité à l'époque – par oral et par écrit. Je me rappelle aussi une votation fédérale réalisée en 1951 en Suisse concernant la monnaie indexée, et qui, bien sûr a été rejetée. En disant: «bien sûr rejetée», je veux dire que ce n'était pas uniquement les banques qui avaient agi là (surtout en Autriche), mais aussi des forces intéressées par le maintien de leur capital. Je ne suis pas économiste, mais, je pense personnellement, que nous n'aurions pas la crise économique actuelle, et certainement pas dans l'ampleur actuelle, si «Wörgl» avait réussi et avait été accepté. Ainsi, tous les 30 ou 40 ans, une crise économique mondiale est «mise en scène». Et par qui, s'il vous plaît? Cela veut dire que l'humanité de cette époque lointaine traversait les mêmes événements que l'humanité entière actuellement. Que faire? Wörgl! Je félicite les requins du monde financier pour leur réussite!

Deux des dictons de époque que j'évoque: L'argent ne peut pas pousser comme l'herbe dans les prés. Ou: Les intérêts, ce sont des revenus qui ne sont pas basés sur le travail! Malheureusement, tous mes collègues qui étaient enthousiasmés par la doctrine de l'économie libre sont entre-temps décédés.

J'aurais aimé lire encore davantage sur «l'économie libre» dans notre journal. Mais ce bref renvoi m'a déjà beaucoup réjoui. Merci!

Ernst Kunz, Zurich

«... n'avons-nous pas été trop candides?»

Tant que le CERN ne présente pas de preuves authentiques expliquant comment et pourquoi l'incident du 19 septembre 2008 s'est produit, les doutes concernant la version officielle doivent être permis. J'estime que la probabilité d'une faute ou d'une négligence ordinaire qui aurait causé l'échec, est fort petite: ce ne sont pas seulement la construction et l'installation de tous les composants qui ont été vérifiées de nombreuses fois et en détail, mais une installation aussi complexe n'est mise en marche que «step by step» (pas à pas) et n'est mise en marche que «bottom up» (graduellement) pour éviter des erreurs de cette dimension.

D. Fürste, ingénieur diplômé, Rattiszell

En France, pouvoirs toujours plus étendus du président de la République

par Francis Gut

Grâce à la Constitution de la Ve République, promulguée en 1958 par *de Gaulle,* le chef de l'Etat dispose de pouvoirs beaucoup plus étendus que la plupart de ses collègues étrangers. Cette tendance est encore cimentée par la législation que le président *Sarkozy* a suscitée.

Les libertés des Français sont menacées notamment par les nombreuses mesures (contrôle de la toile et des voyages, possibilité de bloquer des comptes bancaires, limitations des droits de la défense, etc.) prises depuis le 11 septembre 2001, prétendument pour lutter contre le terrorisme[1], à la suite du *Patriot Act* des Etats-Unis. Sous les pressions des Etats-Unis voulant imposer à l'étranger leur propre législation, ces dispositions ont été unifiées par l'ONU et, surtout, par l'UE. Le législateur français s'est montré très actif à cet égard, notamment, en son temps, sous l'impulsion du ministre de l'Intérieur Sarkozy.

Récemment, les médias ont été la cible du chef de l'Etat. Depuis longtemps, les journaux d'opinion (*Le Figaro, Le Monde, Libération*), de nombreux journaux régionaux ainsi que les chaînes privées de télévision étaient déjà aux mains de gros industriels amis du président. Désormais, les présidents des chaînes publiques seront nommés et – le cas échéant, remerciés – par le chef de l'Etat (on parle de berlusconisation), ce qui accroîtra leur dévotion au pouvoir. De surcroît, les recettes publicitaires des chaînes publiques seront tout d'abord réduites de façon draconienne, puis à néant. L'indemnité prévue peut servir de moyen de pression. A long terme, cette évolution peut aboutir à des privatisations.

Les juges d'instruction ont été les dernières victimes des attaques de Sarkozy. Depuis *Napoléon,* ils disposent de larges compétences, toujours remises en question lors d'une cause particulièrement délicate. Comme instructeurs d'une cause, ils doivent se poser la question de la culpabilité ou de l'innocence de la personne impliquée, en tant que juges, ils doivent rester neutres, ce qui est contradictoire. C'est pourquoi, Sarkozy exige que le juge *d'instruction* soit remplacé par le juge *de l'instruction,* qui en contrôle l'évolution, mais ne la mène pas.

Antérieurement, des experts de droit pénal se sont déjà prononcés pour une telle réforme, mais à trois conditions: indépendance des juges face au Parquet, c'est-à-dire au Gouvernement, renforcement des droits de la défense et des compétences du juge qui contrôle l'instruction.

Mais Sarkozy ne pense pas un seul instant à se conformer à ces conditions; il entend seulement, par une réforme, accroître les compétences de l'exécutif par rapport aux autres pouvoirs. •

[1] Cf. Jean-Claude Paye. «La fin de l'Etat de droit. La lutte antiterroriste: de l'état d'exception à la dictature». La Dispute, Paris 2004. ISBN 2-84303-096-X.

Crise financière mondiale: il faut interdire les revenus non issus d'un travail

La crise financière mondiale a touché la Suisse de plein fouet. Notre système financier actuel est mis au rancart. Ce que *Heiner Geissler* appelait le «capitalisme prédateur» doit être remplacé par une économie de libre concurrence sans exploitation, car un être humain sur huit souffre de faim et chaque jour, 25 000 mille personnes meurent de sous-alimentation.

Au lieu de soutenir les grandes banques, il aurait fallu ouvrir une procédure collective de liquidation. Qui plus est, avec la bénédiction du Conseil fédéral et du Parlement, elles ont dérobé 65 milliards de francs suisses au Trésor public, ce qui représente une fois et demie le revenu annuel de la Confédération. De l'assistance sociale pour les banques, des miettes pour les pauvres!

Le rapport de la *Banque des règlements internationaux* (BRI), publié en 2008, a révélé que, en moyenne, les transactions à la bourse s'élèvent à 5,3 billions de dollars chaque jour, dont 3,2 billions à la bourse des devises et 2,1 billions en produits dérivés (ce sont là tout simplement des paris, comme aux courses de chevaux). C'est là où le système monétaire est coincé. A voir les chiffres ci-dessus, on dirait qu'on a affaire aujourd'hui à des joueurs invétérés ayant joué leur «va-tout» au nom des banques mondiales. Et maintenant, après le désastre, ils demandent à l'Etat de les aider, ce qui a été fait. Les responsables, c'est-à-dire le Conseil fédéral et le Parlement, ont donné suite à la demande presque sans poser de conditions. Saviez-vous qu'en 2007, en Suisse, une minorité a «gagné» plus d'argent en spéculant que ne le représente le total des revenus de tous ceux qui travaillent? Fermer les bourses serait un premier pas dans la bonne direction, car celles-ci représentent depuis longtemps un «foyer de tricheurs». L'auteur sait bien que la corporation des économistes irréalistes n'arrive pas à imaginer une telle mesure.

On est en train de vivre ce que *Silvio Gesell*, réformateur économiste et théoricien en économie libre, vivement critiqué à l'époque, a décrit de la manière suivante: «Aucune invention n'a engendré autant de souffrance que l'idée du taux d'intérêt entraînant une croissance forcée». Même avec beaucoup – voire trop – d'aide, on n'arrivera plus à démêler ce système financier mondialement meurtrier. L'économie basée sur le crédit, aujourd'hui complètement démesurée, privilégie le secteur privé aux dépens du secteur public et promeut la redistribution des biens des pauvres aux riches.

Le système actuel ne doit ni peut plus être sauvé, parce qu'il ne sera plus jamais possible de s'acquitter de la gigantesque montagne de dettes créée en Suisse et dans le monde entier – à rembourser d'après «le principe suicidaire» des intérêts composés. Sauver ce système relève de la schizophrénie. Nous ne pouvons plus tolérer les «tricheurs criminels du capital» qui tentent de s'emparer de la fortune nationale et menacent de nous faire perdre l'argent de l'AVS (Assurance-vieillesse et survivants) et celui des caisses de pension privées, ainsi que des caisses maladie. Il faut donc obliger le plus vite possible l'économie et les banques à respecter les principes éthiques des directives législatives, à interdire le taux d'intérêt ainsi que les intérêts composés – rejetés par toutes les grandes religions du monde – et à y renoncer en tant que «revenu non issu d'un travail». Comment faire? Il existe de nombreuses propositions expérimentées.

Hansjürg Weder,
ancien conseiller national, Bâle

Que faut-il finalement voter à propos de Schengen?

Le 21 décembre 2008, sur mon blog – *Die Stimme der Anderen* – j'étais favorable au «non». En tant qu'adversaire du supranationalisme, incompatible avec la démocratie directe, je pense qu'un «non» mettrait un frein à l'intégration dans l'UE, déjà bien avancée et ouvrirait la voie à un retour vers l'autonomie, en tout cas à la renégociation des Bilatérales I, bien que cela soit considéré par une majorité de personnes comme discutable au milieu d'une crise financière et économique qui ne cesse de s'étendre et en raison des interdépendances économiques.

Sur mon blog, le 10 janvier, en réaction à la discrimination manifestée par l'UDC, selon sa vieille recette, à l'égard des Roumains et des Bulgares, j'ai plaidé en faveur du «oui». Tout simplement parce que depuis ma scolarité dans un lycée allemand de Bulgarie, je suis devenu un adversaire de toutes formes de méthodes autoritaires et de racisme simplificateur. Malheureusement, cette tendance est réapparue en Suisse.

Alors que voter le dimanche 8 février?

Nous sommes face à un dilemme, comme c'est le cas de plus en plus souvent dans ce pays. Pour moi, la réponse est très simple quand on fait la différence entre les aspects à long et à court terme. A long et même à moyen terme, nous devons nous détacher de l'intégration de facto dans l'UE en essayant, avant tout économiquement, de ne pas être impliqué dans l'UE à raison de plus de 30%. Bien que ce soit plus commode de faire du commerce avec nos voisins, cela ne doit pas nous conduire à devenir le sous-traitant des grands pays de l'UE. Nous devons à nouveau nous tourner davantage vers les autres marchés mondiaux, même si c'est moins lucratif et beaucoup plus compliqué. Dans toutes les entreprises, un voyant rouge devrait s'allumer quand le volume des échanges commerciaux avec les entreprises européennes atteint plus de 30%. Nous devrions en revenir à des relations bilatérales normales reposant sur l'égalité des droits et un accord de libre-échange ou d'autres relations multilatérales. L'idée d'une globalisation exagérée s'écroulera de toute façon plus rapidement que beaucoup ne le pensent.

Jusque-là, nous devrions, à court terme, redonner la parole à la démocratie authentique.

Nous devrions combattre avec énergie la tendance de ceux qui, sous prétexte de défendre notre indépendance vis-à-vis de l'extérieur, veulent nous dire comment cette défense doit s'opérer et sont devenus nos baillis. L'argument selon lequel on s'exprime au nom d'un tiers des citoyens ne devrait plus être accepté dans une démocratie directe. Et, en outre, il n'est pas certain que cela soit encore juste aujourd'hui. D'ici aux prochaines élections législatives, nous devrions utiliser Schengen pour donner la parole au peuple.

Frédéric Walthard, Estavayer-le-Lac

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- ❑ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- ❑ **Nouveau:** Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- ❑ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- ❑ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- ❑ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- ❑ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich